

VERTALING
MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[2001/29165]

**7 FEBRUARI 2001. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap
houdende vrijstelling van de nationaliteit voor een personeelslid van de « Université libre de Bruxelles »**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 21 juni 1985 betreffende het onderwijs, inzonderheid op artikel 3*b*

Besluit :

Artikel 1. Vrijstelling van de nationaliteitsvoorwaarde wordt toegekend aan Mevr. Véronique Feipel, lid van het wetenschappelijk personeel van de « Université libre de Bruxelles ».**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met de datum van de effectieve indienstreding van de betrokkene, te weten met 1 oktober 2000

Brussel, 7 februari 2001.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap,
De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
F. DUPUIS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 2001/27214]

Protection du patrimoine

BINCHE. — Un arrêté ministériel du 12 mars 2001 inscrit sur la liste de sauvegarde le triage-lavoir dit « Lavoir du Centre » sis rue des Mineurs 31, à Péronnes, conformément aux dispositions des articles 193 à 195 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

COUVIN. — Un arrêté ministériel du 23 février 2001 inscrit sur la liste de sauvegarde le relais de l'Ermitage 1, à Couvin et les terrains environnants, conformément aux dispositions des articles 193 à 195 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

DOISCHE. — Un arrêté ministériel du 15 mars 2001 inscrit sur la liste de sauvegarde le site de Coupu Tienne et Vaudoigne à Niverlée, conformément aux dispositions des articles 193 à 195 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

LIEGE. — Un arrêté ministériel du 7 février 2001 abroge l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 20 juin 1985 en ce qui concerne le classement des façades et toitures de l'immeuble dit « Maison Saint-Antoine » sis rue Saint-Laurent 5 à 4000 Liège, conformément aux dispositions des articles 193 à 195 et 197 à 204 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

LIEGE. — Un arrêté ministériel du 13 février 2001 classe comme site la coupe de Loess de Rocourt, conformément aux dispositions des articles 196 à 204 et 206 à 207 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

MONS. — Un arrêté ministériel du 13 février 2001 établit une zone de protection sur les parcelles entourant la machine à eau classée comme monument par arrêté royal du 15 juillet 1977, située boulevard Dolez 52, à Mons, conformément aux dispositions de l'article 209 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE. — Un arrêté ministériel du 23 février 2001 classe comme monument les façades, les toitures et la salle de spectacle de l'immeuble « L'Union » sis rue Reine Astrid 69, à Saint-Georges-sur-Meuse, conformément aux dispositions des articles 196 à 204 et 206 à 207 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.